

Une *finca*, un monde, une guerre, peu de probabilités

300 . première partie



***Participation de la Commission Sexta de l'EZLN à
la rencontre des réseaux de soutien au Conseil
Indigène de Gouvernement et à sa porte-parole.***

Août 2018. (Version complétée)

Pour des raisons de temps, la participation zapatiste n'a pas été complète. Nous vous avons promis que nous vous enverrions ensuite ce qui manquait : voici la version originale qui comprend des parties de la transcription plus ce qui n'a pas été dit. De rien, il n'y a pas de quoi.

Sous-commandant insurgé Galeano

Bonjour, merci d'être venus, d'avoir accepté notre invitation et de partager votre parole avec nous.

Commençons par expliquer notre façon de faire notre analyse et notre évaluation.

Nous commençons par analyser ce qui se passe dans le monde, puis nous descendons à ce qui se passe sur le continent, puis nous descendons à ce qui se passe dans le pays, puis dans la région et ensuite localement. Et de là, nous trouvons une initiative et nous commençons à passer du local au régional, au national, au continent et au monde entier.

Selon notre pensée, le système dominant dans le monde est le capitalisme. Pour nous l'expliquer, à nous et aux autres, nous utilisons l'image d'une *finca*¹.

Je vais demander au sous-commandant Moisés de nous le décrire.



Sous-commandant insurgé Moisés

Bon, alors, *compañeros, compañeras*, nous avons demandé à des *compañeros* et des *compañeras* arrière-grands-pères et arrière-grands-mères qui étaient en vie — certains sont encore en vie. Voici ce qu'ils nous ont dit, ce qui nous a amenés à penser — c'est ce que nous disons aujourd'hui — que les riches, les capitalistes, veulent faire du monde leur *finca*.

1 - Une *finca* est une grande propriété foncière (appelée *hacienda* dans d'autres régions du Mexique).

Il y a le *finquero*, le propriétaire terrien, le maître de milliers d'hectares de terre, et ça sans être là, parce que le patron a son contremaître qui s'occupe de la *finca*, et puis ce contremaître s'adresse à son *mayordomo* qui est celui qui va exiger qu'on travaille sa terre ; et ce contremaître, sur l'ordre du patron, doit trouver quelqu'un d'autre qu'on appelle le *caporal* qui est celui qui veille sur la *finca*, sa maison. Ensuite, ils nous ont raconté que dans les *fincas* on fait des choses différentes : il y a des *fincas* d'élevage de bétail, de café, de canne, où on fait du sucre, de maïs et de haricots. Alors, ils le combinent, ils combinent ces activités ; c'est-à-dire, dans une *finca* de dix mille hectares, il y a de tout, du bétail, de la canne à sucre, des haricots, des champs de maïs. Donc, toute leur vie, les gens y circulent, y travaillent — ce que nous appelons les ouvriers agricoles ou les manœuvres, les gens qui souffrent là.

Celui qui est contremaître, il complète son salaire en volant le patron sur ce que produit la *finca*. Autrement dit, en plus de ce que le patron, le *finquero*, lui paye, le contremaître en profite pour voler. Par exemple, si dix génisses et quatre taurillons sont nés, le contremaître ne rend pas de comptes exacts, mais dit au patron que seulement sont nés cinq génisses et deux taurillons. Si le patron s'aperçoit de l'arnaque, il chasse le contremaître et en met un autre à la place. Mais le contremaître vole toujours quelque chose, autrement dit c'est ce qu'on appelle la corruption.

Ils nous racontent que quand le patron n'est pas là et que le contremaître est celui qui reste, quand le contremaître veut partir aussi, alors il cherche quelqu'un de ceux qu'il a là, qui soit aussi salaud que lui, aussi exigeant, quoi ; alors pendant qu'il va faire son petit tour, il laisse quelqu'un en charge, c'est-à-dire il cherche son ami qu'il va laisser à sa place pour ensuite revenir et reprendre son poste de contremaître.

Et alors nous voyons ceci, que le patron n'est pas là, le patron est ailleurs ; le contremaître, c'est ainsi que nous l'appelons, que l'appellent les pays ou les peuples comme nous disons, parce que nous voyons que ce n'est plus un pays, c'est le Peña Nieto comme nous disons, le contremaître. Le *mayordomo*, nous disons que ce sont les gouverneurs, et les *caporales* les maires. C'est structuré de la façon

dont ils vont dominer, quoi.

Nous voyons aussi que ce contremaître, ce *mayordomo* et ce *caporal* sont ceux qui exigent des gens. Et là, dans la *finca*, les arrière-grands-parents nous disent qu'il y a un magasin, ils appellent ça une *tienda de raya* — c'est ce qu'ils nous ont dit — ça veut dire que le magasin est là où on s'endette ; alors les exploités qui sont là, les ouvriers ou ouvrières comme on les appelle, ils ont pris l'habitude d'aller y acheter leur sel, leur savon, ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire qu'il ne se servent pas d'argent ; le patron a là sa boutique et c'est là qu'ils s'inscrivent, parce qu'ils ont besoin du sel, du savon, de la machette, de la lime ou de la hache, alors ils achètent là, ils ne vont pas payer avec de l'argent mais avec leur force de travail.

Et les arrière-grands-parents nous racontent que leur vie, celle des femmes comme celle des hommes, c'est qu'on leur donne juste de quoi manger aujourd'hui pour que demain ils continuent à travailler pour le patron, et c'est ainsi qu'ils ont passé toute leur vie.

Et ce que disent nos arrière-grands-parents, nous l'avons vérifié, parce que lorsque nous nous sommes soulevés en 1994, lorsque nous avons pris les *fincas* pour chasser ces exploités, nous avons trouvé des contremaîtres et des gens *acasillados*, ils nous ont dit qu'ils ne savaient pas ce qu'ils allaient faire, parce ce que maintenant où vont-ils trouver leur sel, leur savon, maintenant que leur patron n'est plus là. Ils nous ont demandé maintenant qui va être le nouveau patron, parce qu'ils veulent y aller, parce qu'ils ne savent pas quoi faire, parce que où ils vont trouver leur savon, leur sel.

Alors nous leur avons dit : maintenant vous êtes libres, travaillez la terre, elle est à vous, comme avec le patron qui vous a exploités, maintenant vous allez travailler, mais c'est pour vous, pour votre famille. Mais alors ils résistent, ils disent non, cette terre est au patron.

C'est là que l'on a vu qu'il y a des gens qui sont réduits en esclavage. Et s'ils ont leur liberté, alors ils ne savent pas quoi faire, parce qu'ils ne savent qu'obéir.

Et ce dont je vous parle, c'est d'il y a cent ans, plus de cent ans, parce que ce sont nos arrière-grands-parents qui nous le racontent — l'un d'eux a plus ou moins cent vingt-cinq, cent vingt-six ans maintenant parce qu'on a parlé avec ce *compañero* il y a plus d'un an.

Donc on a ça, et c'est ce qui va arriver. Aujourd'hui, nous pensons que le capitalisme est comme ça. Il veut transformer le monde en *finca*. Autrement dit, ce sont les hommes d'affaires transnationaux : « Je vais à ma *finca* La Mexicana », selon ses envies ; « Je vais à ma *finca* La Guatemalteca, La Hondureña », ainsi de suite.

Et le capitalisme va commencer à organiser selon son intérêt, comme nos arrière-grands-parents nous racontent que dans une *finca* il y a de tout, du café, du bétail, du maïs, des haricots, et dans une autre, non, c'est juste de la canne pour en tirer la mélasse, et dans une troisième encore autre chose. C'est comme ça qu'ils nous ont organisés, chacun des *finqueros*.

Il n'y a pas de bon patron, ils sont tous mauvais.

Bien que nos arrière-grands-parents nous racontent qu'il y en a de bons — disent-ils —, quand on se met à l'analyser, à y penser, à l'observer, juste parce qu'on est moins maltraités, alors nos arrière-grands-parents disent qu'ils sont bons, car ils ne sont pas battus, mais être exploités, exploitées, on n'y coupe pas. Dans d'autres *fincas*, en plus de se crever au travail, si on n'en fait pas plus, on reçoit des coups de trique.

Alors nous pensons que tout ce qui leur est arrivé est ce qui va nous arriver, mais maintenant non seulement à la campagne, mais aussi en ville. Parce que ce n'est pas le même capitalisme qu'il y a cent ans, deux cents ans, son mode d'exploitation est maintenant différent et ce n'est pas seulement dans les campagnes qu'il exploite aujourd'hui mais aussi dans la ville. Et son exploitation change de mode, disons-nous, mais c'est toujours de l'exploitation. Comme si c'était la même cage fermée, mais de temps en temps elle est repeinte, comme si elle était neuve, mais c'est la même.

Quoi qu'il en soit, il y a des gens qui ne veulent pas la liberté, ils sont déjà habitués à obéir et veulent juste un changement de patron, de

contremaître, qu'il ne soit pas si vache, qu'il exploite autant les gens mais les traite bien.

Alors ne perdons pas ça de vue parce que c'est ce qui arrive, ce qu'ils commencent déjà à faire.

C'est ce qui attire notre attention : est-ce qu'il y a d'autres gens, hommes et femmes, qui eux aussi voient, pensent, estiment que c'est ce qu'ils vont nous faire ?

Et que vont faire ces frères et ces sœurs ? Est-ce qu'ils se contentent d'un changement de contremaître ou de patron, ou est-ce que ce qu'ils veulent c'est la liberté ?

C'est ce que j'ai à vous expliquer parce que c'est ce qui vient avec ce que nous pensons et voyons avec les *compañeros, compañeras*, en tant qu'Armée zapatiste de libération nationale.



Sous-commandant insurgé Galeano

Donc ce que nous voyons au niveau mondial est une économie prédatrice. Le système capitaliste avance de manière à conquérir des territoires, en détruisant au maximum. En même temps, la consommation est portée aux nues. Il semble que le capitalisme ne se préoccupe plus de savoir qui va produire les choses, ça c'est les machines qui s'en chargent, mais il n'y a pas de machines qui consomment des marchandises.

En réalité, cette exaltation de la consommation cache une exploitation brutale et un pillage sanguinaire de l'humanité qui n'apparaissent pas dans l'immédiateté de la production moderne des marchandises.

La machine automatisée au maximum qui fabrique sans intervention humaine des ordinateurs ou des téléphones portables fonctionne non pas sur le progrès scientifique et technologique mais sur le pillage des ressources naturelles (la destruction/dépopulation nécessaire et la reconstruction/restructuration de territoires) et sur l'esclavage

inhumain de milliers de petites, petites et moyennes cellules d'exploitation de la main-d'œuvre humaine.

Le marché (ce gigantesque magasin de marchandises) contribue à ce mirage de la consommation : les marchandises semblent au consommateur « étrangères » au travail humain (c'est-à-dire à son exploitation) ; et l'une des conséquences « pratiques » est de donner au consommateur (toujours individualisé) l'option de se « rebeller » en choisissant tel ou tel marché, telle consommation ou telle autre, de refuser une consommation spécifique. Vous ne voulez pas consommer de la malbouffe ? Pas de problème, les produits alimentaires bio sont aussi en vente, un peu plus chers. Vous ne buvez pas les sodas de cola bien connus parce qu'ils sont mauvais pour la santé ? Pas de problème, l'eau en bouteille est commercialisée par la même compagnie. Vous ne voulez pas consommer dans les grandes chaînes de supermarchés ? Pas de problème, la même entreprise fournit la boutique du coin de la rue. Et ainsi de suite.

Il organise donc la société mondiale entre autres en donnant, en apparence, la priorité à la consommation. Le système fonctionne avec cette contradiction (parmi d'autres) : il veut se débarrasser de la main-d'œuvre parce que son « usage » présente plusieurs inconvénients (par exemple, il a tendance à s'organiser, à protester, à arrêter le travail, à faire des grèves, à saboter la production, à s'allier les un·e·s les autres) ; mais en même temps il a besoin de la consommation des marchandises par cette marchandise « spéciale ».

Même si le système vise à « automatiser », l'exploitation de la main-d'œuvre est pour lui fondamentale. Peu importe combien de biens de consommation il envoie à la périphérie du processus productif, ou combien il étire la chaîne de production de façon à faire croire (à « faire semblant ») que le facteur humain est absent : sans la marchandise essentielle (la force de travail), le capitalisme est impossible. Un monde capitaliste sans exploitation, où seule la consommation prévaut, c'est de la science-fiction, des élucubrations sur les réseaux sociaux et des rêves paresseux d'admirateurs des kamikazes de la gauche aristocratique.

Ce n'est pas l'existence du travail qui définit le capitalisme, mais la caractérisation de la capacité de travail comme une marchandise à vendre et à acheter sur le marché du travail. Ce qui veut dire qu'il y en a qui vendent et il y en a qui achètent ; et, surtout, qu'il y a ceux qui n'ont d'autre choix que de se vendre eux-mêmes.

La possibilité d'acheter la force de travail repose sur la propriété privée des moyens de production, de circulation et de consommation. La propriété privée de ces moyens est au cœur même du système. Par-dessus cette division en classes (la possédante et la dépossédée), pour la cacher, on a construit toutes les simulations juridiques et médiatiques et aussi les preuves dominantes : la citoyenneté et l'égalité juridique ; le système pénal et policier, la démocratie électorale et les divertissements (choses de plus en plus difficile à différencier) ; les néo-religions et la neutralité supposée des technologies, des sciences sociales et des arts ; le libre accès au marché et à la consommation ; et les absurdités (plus ou moins élaborées) comme « le changement est en soi-même », « chacun est l'architecte de son propre destin », « à mauvaise fortune bonne figure », « ne donne pas un poisson à celui qui a faim, apprends-lui à pêcher » (« et vends-lui la canne à pêche »), et les tentatives maintenant à la mode d'« humaniser » le capitalisme, de le rendre bon, rationnel, désintéressé, *light*.

Mais la machine veut des profits et elle est insatiable. Il n'y a pas de limite à sa gloutonnerie. Et la recherche du profit n'a ni éthique ni rationalité. Si elle doit tuer, elle tue. Si elle a besoin de détruire, elle détruit. Même si c'est le monde entier.

Le système avance dans sa reconquête du monde. Peu importe ce qui est détruit, ce qui reste ou ce qu'il y a en trop : c'est jetable tant qu'on obtient le profit maximal le plus vite possible. La machine revient aux méthodes qui lui ont donné naissance — c'est pourquoi nous vous recommandons de lire *L'Accumulation originelle du capital* — c'est-à-dire la conquête de nouveaux territoires par la violence et la guerre.

Avec le néolibéralisme, le capitalisme a en quelque sorte laissé en suspens une partie de la conquête du monde et il a maintenant à la compléter. Dans son développement, le système « découvre » que de

nouvelles marchandises sont apparues et que ces nouvelles marchandises se trouvent sur le territoire des peuples originaires : l'eau, la terre, l'air, la biodiversité ; tout ce qui n'est pas encore abîmé se trouve sur le territoire des peuples originaires et c'est ce qu'il veut. Quand le système cherche (et conquiert) de nouveaux marchés, ce ne sont pas seulement des marchés de consommation, d'achat et de vente de marchandises, il cherche aussi et surtout et tente de conquérir des territoires et des populations afin d'en tirer le plus possible, peu importe qu'ensuite il laisse derrière lui un désert, héritage et trace de son passage.

Lorsqu'une compagnie minière envahit un territoire des peuples originaires, sous le prétexte de « créer des emplois » pour la « population autochtone » (j'te jure que c'est comme ça qu'ils nous appellent), elle ne fait pas que proposer aux gens de quoi acheter un nouveau téléphone cellulaire dernier cri, elle rejette aussi une partie de cette population et anéantit (dans toute l'extension du mot) le territoire où elle opère. Le « développement » et le « progrès » offerts par le système cachent en fait qu'il s'agit de son propre développement et de son propre progrès ; et surtout ils cachent le fait que ce développement et ce progrès sont obtenus au prix de la mort et de la destruction des populations et des territoires.

C'est sur quoi se fonde la prétendue « civilisation » : ce dont les peuples originaires ont besoin, c'est de « sortir de la pauvreté », c'est-à-dire qu'ils doivent être payés. Alors on propose des « emplois », c'est-à-dire des entreprises qui « embauchent » (exploitent) les « aborigènes » (j'te jure, c'est ce qu'ils disent).

« Civiliser » une communauté originelle, c'est convertir sa population en main-d'œuvre salariée, c'est-à-dire ayant la capacité de consommer. C'est pourquoi tous les programmes de l'État se proposent « l'intégration de la population marginalisée à la société ». Et, par conséquent, les peuples autochtones ne veulent pas le respect de leur temps et de leur mode de vie, mais une « aide » pour « placer leurs produits sur le marché » et « trouver un emploi ». En résumé : l'optimisation de la pauvreté.

Et par « peuples originaires », nous entendons non seulement ceux que l'on appelle à tort les « indigènes », mais tous les peuples qui, à l'origine, s'occupaient des territoires subissant aujourd'hui les guerres de conquête, comme le peuple kurde, et qui sont soumis par la force aux prétendus États nationaux.

Ce qui est appelé « forme de nation » de l'État est né avec la montée du capitalisme comme système dominant. Le capital avait besoin de protection et d'aide pour sa croissance. L'État ajoute alors à sa fonction essentielle (la répression) celle de garant de ce développement. Bien sûr, on disait alors que c'était pour imposer des normes à la barbarie, « rationaliser » les relations sociales et « gouverner » pour tous, « servir d'intermédiaire » entre dominateurs et dominés.

La « liberté » était la liberté d'acheter et de vendre (se vendre) sur le marché ; l'« égalité » servait la cohésion de la domination en homogénéisant ; et la « fraternité », eh bien, nous sommes tous frères et sœurs, le patron et l'ouvrier, le *finquero* et le péon, la victime et le bourreau.

Puis on a dit que l'État national devait « réguler » le système, le mettre à l'abri de ses propres excès et le rendre « plus équitable ». Les crises étaient le produit de défauts de la machine, et l'État (et le gouvernement en particulier) était le mécanicien efficace toujours prêt à corriger ces imperfections. Bien sûr, au long terme, il s'est avéré que l'État (et le gouvernement en particulier) faisait partie du problème, pas de la solution.

Mais les éléments fondamentaux de cet État-nation (police, armée, langue, monnaie, système juridique, territoire, gouvernement, population, frontière, marché intérieur, identité culturelle, etc.) sont aujourd'hui en crise : les polices ne préviennent pas le crime, elle le commettent ; les armées ne défendent pas la population, elles la répriment ; les « langues nationales » sont envahies et modifiées (c'est-à-dire conquises) par la langue dominante des échanges ; les monnaies nationales sont indexées sur les monnaies qui monopolisent le marché mondial ; les systèmes juridiques nationaux sont subordonnés aux lois internationales ; les territoires s'étendent

et se contractent (et se fragmentent) en fonction de la nouvelle guerre mondiale ; les gouvernements nationaux subordonnent leurs décisions fondamentales aux diktats du capital financier ; les frontières varient dans leur porosité (ouvertes au trafic des capitaux et des marchandises et fermées aux personnes) ; les populations nationales « se mélangent » avec celles venant d'autres États, etc.

En même temps qu'il « découvre » de nouveaux « continents » (c'est-à-dire de nouveaux marchés pour l'extraction de marchandises et pour la consommation), le capitalisme est confronté à une crise complexe (dans sa composition, son étendue et sa profondeur), qu'il a lui-même produite par son ardeur prédatrice.

C'est une combinaison de crises :

L'une est la crise environnementale qui s'abat sur le monde entier et qui est aussi produite par le développement du capitalisme : l'industrialisation, la consommation et le pillage de la nature ont un impact environnemental qui altère déjà ce qu'on appelle « la planète Terre ». Le météore « capitalisme » est déjà tombé, et il a radicalement modifié la surface et les entrailles de la troisième planète du système solaire.

L'autre est la migration. Des territoires entiers sont paupérisés et détruits et les gens sont forcés à émigrer, cherchant où vivre. La guerre de conquête, qui est l'essence même du système, n'occupe plus des territoires et leur population, mais classe cette population sous la rubrique « restes », « ruines », « décombres », et ces populations meurent ou émigrent vers la « civilisation », qui, il ne faut pas l'oublier, fonctionne sur la destruction des « autres » civilisations. Si ces gens ne produisent pas ou ne consomment pas, ils sont excédentaires. Ce qu'on appelle le « phénomène migratoire » est produit et alimenté par le système.

Et une autre crise — sur laquelle nous nous trouvons d'accord avec divers analystes du monde entier — est l'épuisement des ressources qui font marcher « la machine » : les énergétiques. Ce qu'on appelle les derniers « pics » des réserves de pétrole et de charbon, par exemple, sont déjà tout proches. Ces énergies s'épuisent et sont très limitées, leur remplacement prendrait des millions d'années.

L'épuisement prévisible et imminent rend stratégiques les territoires disposant de réserves énergétiques — quoique limitées. Le développement des sources d'énergie « alternatives » est trop lent pour la simple raison qu'il n'est pas rentable, c'est-à-dire que l'investissement n'est pas remboursé rapidement.

Ces trois éléments de cette crise complexe mettent en question l'existence même de la planète.

La crise terminale du capitalisme ? Pas le moins du monde. Le système a montré qu'il est capable de surmonter ses contradictions et même de fonctionner avec et dans celles-ci.

Ainsi, face à ces crises provoquées par le capitalisme lui-même, qui provoque la migration, provoque des catastrophes naturelles, qui s'approche de la limite de ses ressources énergétiques fondamentales (en l'occurrence le pétrole et le charbon), il semble que le système tente un repli vers l'intérieur, comme une anti-mondialisation, pour pouvoir se défendre contre lui-même et il utilise la droite politique comme garante de ce repli.

Cette apparente contraction du système est comme un ressort qui se rétracte pour se dilater ensuite. En réalité, le système se prépare à une guerre. Une autre guerre. Une guerre totale : partout, tout le temps et par tous les moyens.

On construit des murs juridiques, des murs culturels et des murs matériels pour essayer de se défendre contre les migrations qu'ils ont eux-mêmes provoquées ; on tente de refaire la carte du monde, de ses ressources et de ses catastrophes, pour que la gestion des premières assure le maintien du fonctionnement du capital et que les secondes n'affectent pas trop les centres où le Pouvoir se regroupe.

Selon nous, ces murs continueront à proliférer jusqu'à ce que soit construit une sorte d'archipel « d'en haut » où, sur des « îles » protégées, se trouvent les maîtres, disons, ceux qui ont la richesse ; et tous les autres, nous nous retrouvons hors de ces archipels. Un archipel avec des îles pour les patrons, et avec des îles différenciées — comme les *fincas* — ayant des tâches spécifiques. Et, bien loin, les îles perdues, celles des jetables. Et en pleine mer, des millions de barques errant d'une île à l'autre, à la recherche d'un lieu d'accostage.

Science-fiction de fabrication zapatiste ? *Googlez* « Bateau *Aquarius* » et jugez à quel point ce que nous décrivons diffère de la réalité. *L'Aquarius* s'est vu refuser la possibilité d'accoster un port par plusieurs nations européennes. Pour quelle raison ? La cargaison mortelle qu'il transporte : des centaines de migrants de pays « libérés » par l'Occident au cours de guerres d'occupation et de pays gouvernés par des tyrans avec l'aval de l'Occident.

« L'Occident », symbole de la civilisation autoproclamée, avance, détruit, puis se retire et ferme, pendant que le grand capital continue son négoce : il a fabriqué et vendu les armes de destruction, il fabrique et vend aussi les machines pour la reconstruction.

Et ceux qui prônent ce retrait, c'est la droite politique en plusieurs endroits. C'est-à-dire, les contremaîtres « efficaces », ceux qui contrôlent la *peonada* et assurent le profit du *finquero*... bien que plus d'un, une, *un**, vole une partie des génisses et taurillons. Et, en plus, ils « fouettent » trop leur population *acasillada* respective.

Tous ceux qui sont en trop : ou ils consomment, ou il faut les anéantir ; il faut les pousser de côté ; ce sont — comme nous disons — les jetables. Ils et elles ne comptent même parmi les « victimes collatérales » de cette guerre.

Ce n'est pas que quelque chose est en train de changer, c'est qu'il a déjà changé.

Et maintenant utilisons la comparaison avec les peuples originaires parce que, pendant longtemps, dans la phase précédente du développement du capitalisme, les peuples originaires ont été comme oubliés. Auparavant, nous prenions l'exemple des enfants indigènes, qui étaient les non-nés parce qu'ils naissaient et mouraient sans que personne ne les compte, et ces enfants non nés habitaient dans ces régions, par exemple dans ces montagnes qui n'intéressaient personne auparavant. Les bonnes terres (les *planadas*, on les appelle) ont été occupées par les *fincas*, par les grands propriétaires terriens, et ils ont poussé les indigènes dans les montagnes, et maintenant il s'avère que ces montagnes ont des richesses, des marchandises que le capital veut aussi, et donc il n'y a nulle part où aller pour les peuples originaires.

Ou ils se battent et défendent, même jusqu'à la mort, ces territoires, ou il n'y a pas le choix, bien sûr. Car il n'y aura pas de bateau pour les recueillir quand ils navigueront par tous les temps sur les eaux et les terres du monde.

Une nouvelle guerre de conquête des territoires des peuples originaires est en cours, et le drapeau brandi par l'armée d'invasion porte aussi parfois les couleurs de la gauche institutionnelle.

Ce changement de la machine qui concerne la campagne ou les « zones rurales » et qui ressort d'une analyse même superficielle, se produit également dans les villes ou dans les « zones urbaines ». Les grandes villes ont été réaménagées ou sont en cours de réaménagement, après ou pendant une guerre sans merci contre leurs habitants marginaux. Chaque ville contient beaucoup de villes, mais une seule ville centrale : celle du capital. Les murs qui entourent cette ville sont constitués de lois, de plans d'urbanisation, de policiers et de groupes d'intervention.

Le monde entier se fragmente ; les murs prolifèrent ; la machine avance dans sa nouvelle guerre d'occupation ; des centaines de milliers de personnes découvrent que le nouveau foyer que la modernité leur a promis est une barque en haute mer, le bas-côté d'une autoroute ou un centre de détention pour « sans-papiers » surpeuplé ; des millions de femmes apprennent que le monde est un immense club de chasse où elles sont la proie à capturer, l'enfance est alphabétisée en tant que marchandise sexuelle et main-d'œuvre ; et la nature présente la note en chiffre rouge de la dette prolongée qu'a accumulée le capitalisme au cours de sa brève histoire comme système dominant.

Bien sûr, il manque ce que disent les femmes qui se battent, ceux et celles d'en bas (pour qui, au lieu du glamour des placards entrouverts d'en haut, il y a mépris, persécution et mort), celles qui passent la nuit dans les banlieues populaires et le jour à travailler dans la capitale, les migrant·e·s qui se souviennent que ce mur n'a pas été là de tout temps, les proches des disparu·e·s, assassiné·e·s et emprisonné·e·s qui n'oublient ni ne pardonnent, les communautés rurales qui découvrent qu'elles ont été trompées, les identités qui découvrent

leurs différences et passent de la honte à l'orgueil, et tous, toutes les jetables qui comprennent que leur destin n'a pas à être l'esclavage, l'oubli ou la mort mortelle.

Parce qu'une autre crise, qui passe inaperçue, est l'émergence et la prolifération de rébellions, de noyaux humains organisés qui défient non seulement le Pouvoir, mais aussi sa logique perverse et inhumaine. Diverse dans son identité, c'est-à-dire dans son histoire, cette irruption apparaît comme une anomalie du système. Cette crise-là ne compte pas pour les lois de la probabilité. Ses possibilités de persister et de s'approfondir sont minimales, presque nulles. C'est pour ça qu'ils ne comptent pas dans les comptes d'en haut.

Pour la machine, il n'y a pas de quoi s'inquiéter des rébellions. Ils sont peu nombreux, peu nombreuses, au mieux ils arrivent à 300.



Il est certain que cette vision du monde, la nôtre, est incomplète et qu'il y a une très forte probabilité pour qu'elle soit erronée. Mais c'est ainsi que nous voyons le système dans le monde entier. Et de cette évaluation, découle ce que nous voyons et évaluons aux niveaux continental, national, régional et local.

Traduit de l'espagnol (Mexique)
par **Joani Hocquenghem** pour le site *La voie du jaguar*

Source et texte d'origine : *Enlace Zapatista*

“Le monde entier se fragmente ; les murs prolifèrent ; la machine avance dans sa nouvelle guerre d’occupation ; des centaines de milliers de personnes découvrent que le nouveau foyer que la modernité leur a promis est une barque en haute mer, le bas-côté d’une autoroute ou un centre de détention pour « sans-papiers » surpeuplé ; des millions de femmes apprennent que le monde est un immense club de chasse où elles sont la proie à capturer, et l’enfance est alphabétisée en tant que main-d’œuvre et marchandise sexuelle...”



- marche des migrants honduriens vers les Etats-Unis -

-Brochure téléchargeable sur <https://cspcl.ouvaton.org>